

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Emissions et cotations

Valeurs françaises

ADVICENNE

Société anonyme au capital de 2.464.734,20 euros
Siège social : 262, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 Paris
497 587 089 R.C.S. Paris

Avis aux actionnaires
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription
par émission d'actions ordinaires nouvelles

Objet de l'insertion – La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société Advicenne (ci-après la « Société ») d'une augmentation de capital, par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et admission sur le marché Euronext Growth Paris des droits préférentiels de souscription ainsi que des actions nouvelles à émettre.

Caractéristiques de la Société

Dénomination sociale – Advicenne.

Forme de la société – La Société a été constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée aux termes d'un acte sous seing privé du 23 avril 2007. Elle a été transformée en société anonyme le 29 avril 2011.

Numéros d'identification – Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Paris : 497 587 089.

Adresse du siège social – Le siège social est fixé au 262, rue du Faubourg Saint Honoré à Paris (75008).

Durée de la Société – 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation.

Montant du capital social – Le capital social est fixé à la somme de 2.464.734,20 euros. Il est divisé en 12.323.671 actions d'une valeur nominale de 0,20 euro chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

Objet social – La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- Etudes, conseils, diagnostic, recherche, conception, mise au point, développement, production et commercialisation de produits chimiques, biochimiques et biologiques, ainsi que services destinés aux laboratoires de recherche, aux industries de la pharmacie, de la biologie et des biotechnologies pour la santé humaine et vétérinaire, l'agro-alimentaire et la cosmétologie.
- Fabrication, stockage, vente en gros et au détail, distribution, répartition, commercialisation, exploitation, importation et exportation de médicaments humains, médicaments vétérinaires, produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, dispositifs médicaux, compléments alimentaires, réalisation d'essais cliniques sur l'homme et l'animal.
- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
 - o la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
 - o la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;
 - o la participation, directe ou indirecte, de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Législation applicable – Advicenne est une société anonyme à Conseil d'Administration régie par la loi française.

Exercice social – L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Obligations convertibles en actions – Néant.

Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne – Néant.

Conditions d'admission aux assemblées – Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et réunies dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Les décisions des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires, spéciales ou mixtes selon la nature des décisions qu'elles sont amenées à prendre.

Tout actionnaire peut participer personnellement, par mandataire ou par correspondance aux assemblées générales de quelque nature qu'elles soient conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables. Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité. Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou par toute personne physique ou morale de son choix. Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements : ce formulaire doit parvenir à la Société trois jours avant la date de l'Assemblée pour être pris en compte.

Les assemblées d'actionnaires sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par le directeur général, par un directeur général délégué s'il est administrateur, ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président. Sont scrutateurs de l'assemblée les deux membres de ladite assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction.

Le bureau de l'assemblée en désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence établie dans les formes légales et certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Les personnes habilitées à certifier conforme les copies et extraits des procès-verbaux des délibérations des assemblées générales sont déterminées conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Catégorie des actions émises et caractéristiques - Identification de l'actionnaire au porteur – Les actions entièrement libérées revêtent la forme nominative ou au porteur, au choix de chaque actionnaire en ce qui le concerne, sous réserve, toutefois, de l'application des dispositions légales relatives à la forme des actions détenues par certaines personnes physiques ou morales. Les actions non entièrement libérées revêtent obligatoirement la forme nominative. Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. La propriété des actions délivrées sous la forme nominative résulte de leur inscription en compte nominatif.

La Société pourra en outre, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, à tout organisme habilité, le nom, ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont ces titres peuvent être frappés.

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR0013296746.

Droit de vote double – Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix. Toutefois, un droit de vote double sera attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émissions, ce droit de vote double bénéficiera, dès leur émission, aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en raison d'actions d'anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double attribué en application de l'article L. 225-123 du Code de commerce.

Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai mentionné ci-dessus. Il en est de même en cas de transfert par suite d'une fusion ou d'une scission d'une société actionnaire. La fusion ou la scission de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la ou des sociétés bénéficiaires, si celles-ci en bénéficient. Les droits de vote double dans des sociétés tierces dont bénéficie la société absorbée ou la société scindée sont maintenus, en cas de fusion ou de scission, au profit de la société absorbante ou de la société bénéficiaire de la scission ou, selon le cas, au profit de la société nouvelle résultant de l'opération de fusion ou de scission.

Tout actionnaire peut, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la Société renoncer temporairement ou à titre définitif, à tout ou partie de ses droits de vote double. Cette renonciation prend effet le troisième jour ouvrable suivant la réception par la Société de la lettre de renonciation.

Cession et transmission des actions – Les actions sont librement négociables, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires. La transmission des actions, quelle que soit leur forme, s'opère par virement de compte à compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Droits et obligations attachés aux actions – Franchissement de seuils statutaires – Les droits et obligations attachés à l'action suivent celle-ci, dans quelque main qu'elle passe et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, le cas échéant, la quote-part des réserves et des provisions. La propriété de l'action entraîne, ipso facto, l'approbation par le titulaire des statuts de la Société ainsi que celle des décisions des assemblées générales d'actionnaires. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices, et dans le boni de liquidation à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions, qu'elles soient ou non de préférence, ou valeurs mobilières pour exercer un droit quelconque, les actionnaires ou titulaires de valeurs mobilières font leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions ou de valeurs mobilières nécessaire.

Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder, directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, des trois dixièmes, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital ou des droits de vote, doit communiquer à la Société les informations visées à l'article L. 233-7-I du Code de commerce (notamment le nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède) au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par tout autre moyen équivalent pour les personnes résident hors de France, adressée au siège social dans le délai de quatre jours de bourse à compter du franchissement de seuil. L'information mentionnée à l'alinéa précédent est également donnée dans les mêmes délais lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils mentionnés par cet alinéa. En cas de non-respect de cette disposition et sur demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant cinq pour cent au moins du capital ou des droits de vote de la Société, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

Répartition des bénéfices, constitution de réserves, répartition du boni de liquidation – Chaque action donne droit, dans les bénéfices et dans l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est obligatoirement fait un prélèvement d'au moins cinq pour cent (5 %) affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'Assemblée Générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'Assemblée Générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer. L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales. Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction. La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

En cas de liquidation, le produit net est employé à rembourser aux actionnaires le montant libéré et non amorti des actions qu'ils possèdent ; l'excédent s'il en existe, constituera le boni de liquidation et sera réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Bilan – Le dernier bilan de la Société au 31 décembre 2024 figure en annexe de la présente notice.

Cadre juridique de l'Augmentation de Capital

Prospectus – En application des dispositions de l'article L.411-2-1 1° du Code monétaire et financier, et de l'article 211-2 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (l'« **AMF** »), l'augmentation de capital ne donnera pas lieu à un prospectus soumis à l'approbation de l'AMF car le montant total de l'offre calculé sur une période de douze mois ne dépasse pas 8.000.000 euros.

Assemblée Générale ayant autorisé l'émission – L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société, réunie le 15 mai 2025, a délégué sa compétence au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, sa compétence à l'effet de décider, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission, en France ou à l'étranger, d'actions ordinaires de la Société ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou de valeurs mobilières (en ce compris notamment, tous titres de créance) donnant accès à des titres de capital de la Société ou de toute société qui posséderait directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle posséderait directement ou indirectement plus de la moitié du capital, lesdites valeurs mobilières pouvant être émises en euros, en monnaie étrangère ou en unités monétaires quelconques établies par référence à plusieurs monnaies au choix du Conseil d'Administration, et dont la libération pourra être opérée en numéraire, y compris par compensation de créances, avec maintien du droit préférentiel de souscription aux termes de sa Douzième résolution. L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société réunie le 15 mai 2025 a également délégué au Conseil d'Administration sa compétence à l'effet d'augmenter le montant des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription qui seraient décidées en vertu de la Onzième résolution à la Seizième résolution de ladite Assemblée Générale Mixte, dans les conditions prévues aux articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce aux termes de sa Dix-Septième résolution (soit, à ce jour, dans les 30 jours de la clôture de la souscription, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et dans la limite de 15% de l'émission initiale).

Conseil d'Administration ayant décidé l'émission – En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Mixte en date 15 mai 2025 dans ses Onzième et Dix-Septième résolutions, le Conseil d'Administration, lors de sa séance du 27 juin 2025, a décidé le lancement d'une augmentation de capital à réaliser en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un montant brut, prime d'émission incluse, de 2.559.529,80 € euros par émission de 1.895.948 actions nouvelles, au prix unitaire de 1,35 euros à raison de 2 actions nouvelles pour 13 actions existantes, pouvant être portées à 2.180.340 actions nouvelles en cas d'usage de la Clause d'extension.

Caractéristiques et modalités de souscription des Actions Nouvelles.

Nombre d'actions nouvelles à émettre. – Le nombre total d'actions ordinaires nouvelles à émettre (collectivement les « **Actions Nouvelles** » et individuellement une « **Action Nouvelle** ») s'élève à 1.895.948 de 0,20 euro de valeur nominale chacune, soit une augmentation de capital d'un montant nominal de 379.189,60 euros assortie d'une prime d'émission de 1,15 euros pouvant être porté à 2.180.340 Actions Nouvelles en cas d'usage de la Clause d'Extension.

Clause d'extension. – En fonction de l'importance de la demande, le Conseil d'Administration de la Société, avec faculté de subdélégation, se réserve la faculté d'exercer la clause d'extension, dans la limite de 15 % du montant initial de l'émission, soit un produit d'émission de 2.559.529,80 euros pouvant être porté à 2.943.459,00 euros, afin de servir tout ou partie des ordres de souscription à titre réductible. Ainsi, le nombre initial de 1.895.948 Actions Nouvelles pourrait être augmenté de 284.392 Actions Nouvelles additionnelles, pour porter le nombre total d'Actions Nouvelles à émettre à un maximum de 2.180.340 Actions Nouvelles.

Cette décision sera prise au plus tard le 21 juillet 2025.

Prix de souscription. – Le prix de souscription unitaire d'une Action Nouvelle est 1,35 euros, soit 0,20 euro de nominal et 1,15 euros de prime d'émission et devra être libéré en totalité lors de la souscription, représentant une décote faciale de 17,68 % par rapport au cours de clôture de l'action Advicenne le 27 juin 2025 (1,64 €), et une décote de 15,70 % par rapport à la valeur théorique de l'action ex-droit (1,60 €, compte tenu de la valeur théorique du DPS qui s'élève à 0,0387 €).

Dates d'ouverture et de clôture de la souscription. – du 4 juillet 2025 au 17 juillet 2025.

Droit préférentiel de souscription à titre irréductible. – La souscription des Actions Nouvelles est réservée (i) aux porteurs d'actions existantes, lesquels se verront attribuer un droit préférentiel de souscription (DPS) par action enregistrée comptablement sur leur compte-titre à l'issue de la journée comptable du 1^{er} juillet 2025 et (ii) aux cessionnaires de DPS.

Les titulaires des droits préférentiels de souscription pourront souscrire à titre irréductible, à raison de 2 Actions Nouvelles pour 13 DPS, sans qu'il soit tenu compte des fractions. Les droits préférentiels de souscription ne pourront s'exercer qu'à concurrence d'un nombre de DPS permettant la souscription d'un nombre entier d'Actions Nouvelles.

Les actionnaires ou cessionnaires de DPS qui ne posséderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions anciennes ou de DPS pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles, devront faire leur affaire de l'acquisition ou de la cession sur le marché du nombre de DPS permettant d'atteindre le multiple conduisant à un nombre entier d'Actions Nouvelles. Les DPS formant rompus pourront être cédés sur le marché Euronext Growth® à Paris pendant la période de cotation des DPS.

Droit préférentiel de souscription à titre réductible. — Il est institué, au profit des actionnaires, un droit préférentiel de souscription (DPS) à titre réductible aux Actions Nouvelles qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes.

En même temps qu'ils déposeront leurs souscriptions à titre irréductible, les actionnaires ou les cessionnaires de DPS pourront souscrire à titre réductible le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils souhaiteront, en sus du nombre d'Actions Nouvelles résultant de l'exercice de leurs droits à titre irréductible.

Les Actions Nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront réparties et attribuées aux souscripteurs à titre réductible. Les ordres de souscription à titre réductible sont servis dans la limite de leur demande et au prorata du nombre d'actions anciennes dont les droits auront été utilisés à l'appui de leur souscription à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Actions Nouvelles.

Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'actions lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses droits de souscription que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande spéciale devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les établissements ou intermédiaires habilités auprès desquels ces souscriptions auront été déposées.

Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des actions à titre réductible.

Un avis publié dans un support d'annonces légales du lieu du siège social de la Société et par Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Les sommes versées pour les souscriptions à titre réductible et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées sans intérêt aux souscripteurs par les intermédiaires habilités qui les auront reçues.

Demande de souscription à titre libre. — Toute personne physique ou morale, détenant ou non des DPS, pourra souscrire à l'Augmentation de Capital à titre libre. Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant. Conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'Augmentation de Capital, étant précisé que le Conseil d'Administration (avec faculté de subdélégation) disposera de la faculté de répartir librement les Actions Nouvelles non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectué des demandes de souscriptions à titre libre.

Exercice du droit préférentiel de souscription. — Pour exercer leurs droits préférentiels de souscription, les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment, pendant la période de souscription, soit entre le 4 juillet 2025 et le 17 juillet 2025 inclus et payer le prix de souscription correspondant. Chaque souscription devra être accompagnée du paiement du prix de souscription par versement d'espèces. Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées seront annulées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure. Le droit préférentiel de souscription devra être exercé par ses bénéficiaires, sous peine de déchéance, avant l'expiration de la période de souscription.

Conformément à la loi, le droit préférentiel de souscription sera négociable pendant la durée de la période de négociation mentionnée ci-après, dans les mêmes conditions que les actions anciennes.

Le cédant du droit préférentiel de souscription s'en trouvera dessaisi au profit du cessionnaire qui, pour l'exercice du droit préférentiel de souscription ainsi acquis, se trouvera purement et simplement substitué dans tous les droits et obligations du propriétaire de l'action ancienne.

Les droits préférentiels de souscription non exercés à la clôture de la période de souscription seront caducs de plein droit.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés par Uptevia, – La Défense-Cœur Défense, Tour A 90-110, 90, Esplanade du Général De Gaulle à Courbevoie (92400), qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des Actions.

Cotation du droit préférentiel de souscription. — A l'issue de la séance de bourse du 1^{er} juillet 2025, les actionnaires de la Société recevront 1 DPS pour chaque action détenue. Chaque actionnaire détenant 13 DPS (et des multiples de ce nombre) pourra souscrire à 2 Actions Nouvelles (et les multiples de ce nombre) au prix unitaire de 1,35 euros. Les DPS seront cotés et négociés sur le marché Euronext Growth Paris, du 2 juillet 2025 au 15 juillet 2025 sous le code ISIN FR 0013296746. A défaut de souscription ou de cession de ces DPS, ils deviendront caducs à l'issue de la période de souscription et leur valeur sera nulle.

Droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues. — En application de l'article L.225-210 du Code de commerce, la Société cèdera les droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues de la Société, conformément à la réglementation applicable. Le 27 septembre 2025, la Société détenait 52.613 actions propres.

Ré-allocation par le Conseil d'Administration des Actions Nouvelles non souscrites par l'exercice à titre irréductible et le cas échéant à titre réductible des DPS – Dans l'hypothèse où les souscriptions d'Actions Nouvelles, n'atteindraient pas l'intégralité de l'émission, le Conseil d'Administration pourra faire usage, en tout ou partie des facultés que lui reconnaît l'article L. 225-134 du Code de commerce et dans l'ordre qu'il déterminera.

Ainsi à l'issue de la période de souscription, le Conseil d'Administration utilisant la délégation qui lui a été conférée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2025 dans sa Onzième résolution, se réunira pour constater le montant de l'augmentation de capital qui n'aura pas été souscrit à titre irréductible et le cas échéant à titre réductible.

Il aura alors toute liberté pour procéder à la répartition des actions restant à souscrire de manière discrétionnaire entre les investisseurs qui se seront manifestés conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de Commerce.

Limitation de l'augmentation de capital. — En application de l'article L. 225-134 du Code de commerce, dans le cas où les souscriptions à titre irréductible, réductible et à titre libre n'auraient pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'Administration pourra notamment limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne au moins 75 % au moins du montant fixé initialement, étant toutefois précisé que la Société bénéficie d'ores et déjà d'engagements de souscription d'atteindre le seuil de 99,6 % du montant de l'Augmentation de Capital.

Établissements domiciliaires. — Versements des souscriptions. — Les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements des fonds par les souscripteurs, dont les titres sont inscrits au porteur ou au nominatif administré, ou leur prestataire habilité agissant en leur nom et pour leur compte seront reçus jusqu'au 17 juillet 2025 inclus par les intermédiaires financiers habilités.

Les souscriptions et versements des souscripteurs dont les actions sont inscrites en compte au nominatif pur seront reçues sans frais jusqu'au 17 juillet 2025 inclus auprès de Uptevia – La Défense-Cœur Défense, Tour A 90-110, 90, Esplanade du Général De Gaulle à Courbevoie (92400).

Chaque souscription devra être accompagnée du versement du prix de souscription en espèce.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés par Uptevia – La Défense-Cœur Défense, Tour A 90-110, 90, Esplanade du Général De Gaulle à Courbevoie (92400), qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des Actions Nouvelles.

Les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués, seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

La date prévue pour la livraison des Actions Nouvelles est le 24 juillet 2025.

Restrictions de placement. — La vente des Actions Nouvelles et des droits préférentiels de souscription peut, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique.

Engagement de souscription. — Le fonds FPS Innovation 1, fond géré par Bpifrance Investissement, également société de gestion du fonds Innobio, actionnaire de référence de la Société, s'est engagé irrévocablement à souscrire à l'augmentation de capital à titre libre, ou le cas échéant, à titre réductible ou irréductible au prorata des droits préférentiels de souscription qui seraient potentiellement acquis par le fonds FPS Innovation 1, pour un montant maximum total de 1.000.000 €.

Monsieur Didier Laurens, Directeur Générale de la Société, s'est engagée irrévocablement à souscrire à l'augmentation de capital à titre libre, ou le cas échéant, à titre réductible ou irréductible au prorata des droits préférentiels de souscription qui seraient potentiellement acquis par Monsieur Didier Laurens, pour un montant maximum total de 50.000 €.

La Société n'a pas connaissance des intentions de ses autres actionnaires.

Garantie. — L'offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin, au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce.

Néanmoins, aux termes d'engagements de souscription à titre de garantie, 6 investisseurs se sont engagés à souscrire à l'Augmentation de Capital à hauteur d'un montant total de 1,5M€, soit 58,6% du montant initial de l'Augmentation de Capital. Ces engagements de souscription à titre de garantie seront déclenchés dans le cas où le montant total de souscription des Actions Nouvelles représenterait moins de 100% de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension).

Tous les garants seront rémunérés par une commission d'un montant égal à 10% du montant de leur engagement de souscription à titre de garantie. En cas d'exercice partiel de ces engagements de souscription à titre de garantie, les Actions Nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible, à titre réductible et à titre libre seront réparties et attribuées aux garants au prorata de leur engagement initial et dans la limite de 100% de l'Offre. Il est précisé que les titres éventuellement alloués au titre de ces engagements de souscription à titre de garantie ne font pas l'objet d'un engagement de conservation.

En conséquence, le seuil de réalisation de 75% de l'augmentation de capital prévu à l'article L.225-134 du Code de commerce sera atteint.

Jouissance des Actions Nouvelles. — Les Actions Nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront créées jouissance courante et auront droit à toute distribution de dividendes décidée à compter du 1^{er} janvier 2025. Elles seront assimilées dès leur émission aux actions anciennes.

Cotation des Actions Nouvelles. — Les Actions Nouvelles provenant de l'augmentation de capital feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris. Leur cotation ne pourra toutefois intervenir qu'après établissement du certificat de dépôt du dépositaire. Elles seront admises sur la même ligne de cotation que les actions anciennes (Code ISIN : FR0013296746) et leur seront entièrement assimilées dès leur admission aux négociations. L'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris est prévue le 24 juillet 2025, selon le calendrier indicatif.

Suspension de la faculté d'exercice du droit à l'attribution d'actions de la Société - Les titulaires de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise attribués par la Société ont été informés de la suspension de leur droit à l'attribution d'actions nouvelles de la Société à compter du 4 juillet 2025 (00h01, heure de Paris) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, pour une durée maximale de trois mois, soit au plus tard jusqu'au 4 octobre 2025 (23h59, heure de Paris), sauf réduction du délai.

Les droits des titulaires de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise attribués ou émis par la Société n'ayant pas exercé leur droit à l'attribution d'actions de la Société avant le 4 juillet 2025 (00h00, heure de Paris) seront préservés conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Pour Advicenne
Le Directeur Général
Monsieur Didier Laurens

Annexe

Bilan de la société advienne au 31 décembre 2024 (Comptes sociaux) – (En euros)

Bilan actif					
		31/12/2024			31/12/2023
	Etat exprimé en euros	Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Actif immobilise	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	155 811	122 867	32 944	2 042
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	320 731	51 436	269 295	272 979
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	997 726	894 459	103 267	16 233
	Autres immobilisations corporelles	176 067	133 337	42 730	68 307
	Immobilisations en cours	2 359 196	2 279 262	79 934	2 587 395
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	172 558		172 558	178 844
	TOTAL (II)	4 182 090	3 481 362	700 728	3 125 801
Actif circulant	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	225 157	2 748	222 409	95 124
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	1 211 341	13 857	1 197 485	1 303 724
	Marchandises	263 052	969	262 083	341 831
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	3 329 688	140 013	3 189 675	1 556 956
	Autres créances	543 557		543 557	549 308
	Capital souscrit appelé, non versé				

	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	3 248 195		3 248 195	4 250 802
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance	142 491		142 491	165 301
	TOTAL (III)	8 963 482	157 587	8 805 895	9 263 582
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		13 145 571	3 638 948	9 506 623	12 389 382
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				172 558	151 159
(3) dont créances à plus d'un an				750 000	

Bilan passif			
	Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres	Capital social ou individuel	2 464 734	2 464 734
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	6 627 700	6 627 700
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	21 600	21 600
	Réserves réglementées		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	-21 723 410	-14 195 743
	Résultat de l'exercice	-6 463 949	-7 527 667
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	-19 073 325	-12 609 376
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	1 685 823	1 685 823
	Provisions pour charges	32 053	27 895
	Total des provisions	1 717 876	1 713 718
Dettes (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	18 104 117	18 045 105
	Emprunts et dettes financières divers (3)	82 875	276 250
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 031 056	1 044 688
	Dettes fiscales et sociales	6 634 481	3 907 763
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	9 543	11 235
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	26 862 072	23 285 041
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		9 506 623	12 389 382

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	-6 463 949,42	-7 527 666,53
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		14 845 374	3 652 600
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		728	1 524
(3) Dont emprunts participatifs			